



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ • ÉGALITÉ • FRATERNITÉ

Rodrigo ARENAS
Sophia CHIKIROU
Aymeric CARON
Sarah LEGRAIN
Danièle OBONO
Député·es de Paris LFI - Nouveau Front populaire

Anne HIDALGO
Maire de Paris
Hôtel de ville de Paris
Place de l'Hôtel de Ville
75196 Paris cedex 04

Paris, le 1er Octobre 2024

Objet : menaces de sanction à l'encontre de deux agents de la ville de Paris

Madame la Maire,

En tant que député·es de Paris, nous avons été alerté·es au sujet des menaces de sanctions dont font l'objet deux agents de la ville qui opéraient en tant que veilleurs de nuit du Palais Galliera – Musée de la Mode de la Ville de Paris.

Ces deux agents, accusés d'avoir agressé leur supérieur, risquent une sanction d'1 an d'exclusion sans salaire. Au vu des éléments de l'enquête rapportés par les syndicats et par la presse, cette situation apparaît totalement ubuesque et relève d'une complète inversion accusatoire.

En effet, le 28 novembre dernier, les deux veilleurs de nuit affirment avoir été victimes de propos racistes de la part de leur encadrant. Face à ces insultes, les deux agents ont réagi avec dignité et responsabilité. En demandant à leur encadrant de quitter les lieux, en déposant plainte et en signalant ces faits à leur employeur, ils ont refusé de passer sous silence des propos graves et sanctionnés par la loi. Par cette réactivité, ils ont également participé à prévenir d'éventuelles récidives.

Pourtant, ce sont eux qui se retrouvent aujourd'hui sur le banc des accusés pour avoir « agressé verbalement » leur supérieur hiérarchique avec une « gestuelle agressive des mains » et pour refus d'obéissance hiérarchique.

Le maintien de ces accusations semble d'autant plus incompréhensible qu'une tardive enquête sur l'encadrant confirme plusieurs attitudes discriminatoires dans le passé et relève qu'il impose une ambiance de travail particulièrement délétère.


Suite à la commission de discipline du 19 septembre dernier, qui n'a pas rendu de décision, il apparaît que le choix de sanctionner ou pas ces agents soit désormais politique.

Alors que seules 4% des personnes victimes de racisme indiquent avoir porté formellement plainte auprès des services de sécurité, la ville de Paris enverrait un message désastreux en décidant non de ne pas soutenir ses agents quand ils font cette démarche, mais de les sanctionner eux plutôt que leur agresseur.

Nous ne doutons pas qu'en ayant pris connaissance de l'ensemble de ces faits, vous conviendrez avec nous que cette procédure doit être abandonnée. Il serait également judicieux que vos services en charge de la lutte contre les discriminations se penchent au plus vite sur les dysfonctionnements institutionnels qui ont mené à une telle inversion accusatoire et à une mise en danger de l'intégrité des équipes municipales.

Dans l'attente d'une réponse de votre part, veuillez agréer, madame la Maire, l'expression de nos salutations républicaines.

Rodrigo ARENAS



Sophia CHIKIROU



Aymeric CARON



Sarah LEGRAIN



Danièle OBONO

